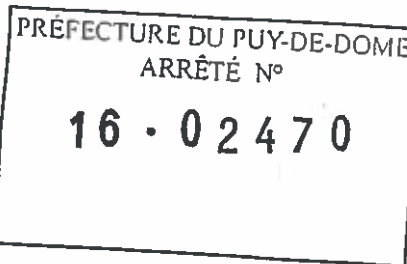




PREFET DU PUY-DE-DOME



DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT

ARRÊTÉ N°

**Portant mise en demeure de respecter
les prescriptions « Installation Classées »
pour la Protection de l'Environnement
S.A. W. HIRSCH & Fils à THIERS.
Installation de récupération de déchets
de métaux ferreux et non-ferreux**

La préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06 /04061 du 23 octobre 2006 autorisant la S.A. HIRSCH à exploiter une installation de récupération de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, concernant notamment les rubriques 2713, 2718 et 2791 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu les articles 4.3.3, 4.3.8, 5.1.5 et 7.4.4 de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus qui disposent notamment que :

Article 4.3.3 – Gestion des ouvrages

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées

Article 4.3.8 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées :

Une mesure des concentrations des différents polluants, dont les frais sont à la charge de l'exploitant, sera effectuée tous les 3 mois la première année puis annuellement. Ce contrôle sera réalisé par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et communiqué à l'inspection des installations classées.

Article 5.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 7.4.4 - Aires de rétention des stockages de déchets de métaux

Les emplacements affectés au stockage des métaux et autres déchets métalliques divers sont revêtus de surfaces imperméables. La surface des zones de rétention des stockages des produits passera de 10 500 m² à 23 000 m² selon un échéancier établi en 4 étapes de réalisation. Les travaux de la première tranche débuteront dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les

travaux de la dernière tranche devront être terminés fin 2010. L'ensemble sera raccordé à la station de traitement des eaux.

Vu le rapport des inspecteurs de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 septembre 2016 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 septembre 2016 les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :

1. depuis 2012 les ouvrages de traitement des eaux de ruissellement du site n'ont pas fait l'objet de nettoyage ;
2. depuis 2012 les eaux de ruissellement n'ont pas fait l'objet d'analyses avant rejet au réseau public d'évacuation des eaux pluviales ;
3. une activité de tri transit regroupement des déchets de bois papiers, plastiques, ainsi que de déchets industriels banals est exercée sur le site sans autorisation ; ces deux activités relèvent des rubriques 2714 et 2716.
4. l'imperméabilisation des sols n'a pas été réalisée selon l'échéancier fixé dans l'arrêté préfectoral n° 06/04061 du 23 octobre 2006 ; ce point avait fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 17 décembre 2012.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 06/04061 du 23 octobre 2006 en ce qui concerne les articles visés ci-dessus ;

Considérant que les non-conformités relevées caractérisent une maîtrise non satisfaisante des impacts environnementaux et du risque incendie sur le site ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171.8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la S.A. HIRSCH de respecter les prescriptions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Puy-de-Dôme,

A R R Ê T É

Article 1 – La S.A. HIRSCH exploitant une installation de récupération de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 selon les modalités suivantes :

1. faire procéder au nettoyage du bassin, du décanteur-déshuileur et du déshuileur puis transmettre les justificatifs ainsi que les bordereaux de suivi des déchets relatifs aux évacuations de ces déchets ;
2. proposer un échéancier accompagné d'un plan prévisionnel de réalisation de l'imperméabilisation des sols telle qu'elle est demandée à l'article 7.4.4 ; la totalité de ces travaux devra être achevée dans un délai ne dépassant pas deux ans ;

Les délais pour respecter les deux dispositions de cet article sont de trois mois.

Article 2 – La S.A. HIRSCH est mise en demeure de régulariser sa situation vis-à-vis des entreposages de déchets relevant des rubriques 2714 et 2716 selon les modalités suivantes :

1. soit en réduisant les volumes présents sur site pour rester en deçà du seuil d'autorisation et en transmettant les justificatifs d'enlèvement correspondants vers des filières spécialisées ;
2. soit en évacuant en totalité ces déchets de la plate-forme et en transmettant les justificatifs d'enlèvement correspondants vers des filières spécialisées.

Les délais pour respecter les deux dispositions de cet article sont les suivants :

- dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

- dans le cas où il opte pour exploiter sous le régime de la déclaration les installations relevant des rubriques 2716 et 2714, un porter à connaissance doit être adressé au Préfet en application de l'article R.512-33, dans un délai de deux mois ; le délai de réduction du stockage ne devra pas dépasser 3 mois ;
- dans le cas où il opte pour l'évacuation de la totalité des déchets, le délai est également de trois mois.

Article 3 – Les délais fixés, ci-dessus, pour respecter cette mise en demeure, sont à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du n° II de l'article L.171-8 du même code.

Article 5 – Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 – Le présent arrêté sera notifié à la S.A. W. HIRSCH et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy de Dôme, le Maire de Thiers, la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- au Responsable de l'Unité Inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le **07 NOV. 2016**

Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale

Signé

Béatrice STEFFAN

